



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 8 – 11 avril au 6 mai 2022

## Sommaire

### Fait marquant

- Selon le *Financial Times*, Boris Johnson souhaite convaincre *Softbank* de réaliser l'introduction en bourse d'*Arm* à Londres

### Economie numérique et régulation

- *Meta* fait appel de la décision de l'autorité de la concurrence britannique exigeant sa revente de *Giphy*
- Les exigences de l'*Online Safety Bill* pourraient avoir un coût disproportionné pour les start-ups selon les régulateurs
- La loi conférant à la *Digital Markets Unit* ses pleins pouvoirs ne devrait pas figurer dans le *Queen's Speech*

### Télécommunications et réseaux

- Des parlementaires américains exigent du gouvernement britannique l'interdiction du rachat de *Newport Wafer Fab* par le chinois *Nexperia*
- Le gouvernement publie des nouvelles lignes directrices en matière de technique *OpenRAN*
- Le gouvernement publie un papier blanc sur la refonte des règles de diffusion des chaînes de télévision

### Données et intelligence artificielle

- Rapport : [Data literacy and the UK government, Open Data Institute, Avril 2022](#)

### Cyber-sécurité

- Le gouvernement lance une consultation sur des exigences renforcées en matière de confidentialité pour les applications mobiles

### Écosystème tech

- Un nouveau fonds de 12 M£ a été créé par le gouvernement pour soutenir les start-ups de la tech

## 📌 Fait marquant : Selon le *Financial Times*, Boris Johnson souhaite convaincre *Softbank* de réaliser l'introduction en bourse d'*Arm* à Londres

Dans une lettre adressée aux dirigeants du fonds japonais *Softbank*, propriétaire de l'entreprise britannique *Arm*, Boris Johnson leur a demandé de choisir le *London Stock Exchange* pour l'introduction en bourse de l'entreprise, selon un [article](#) du 2 mai du *Financial Times*. Créée à Cambridge, *Arm* est le leader mondial en position quasi-monopolistique pour les blocs de propriété intellectuelle de puces électroniques. Après la cessation du projet d'acquisition d'*Arm* par l'américain *Nvidia*, en raison « d'importantes difficultés réglementaires » (le projet faisait l'objet de trois enquêtes de contrôle des concentrations dans le monde), *Softbank* a décidé en février dernier d'introduire *Arm* en bourse d'ici le 31 mars 2023. Selon [Reuters](#), le PDG de *Softbank* aurait indiqué que l'introduction se ferait aux Etats-Unis, vraisemblablement sur le *NASDAQ*. Depuis lors, une forte opération de « lobbying » a été enclenchée de la part des autorités britanniques, craignant qu'une cotation à New York ne porte atteinte aux efforts visant à renforcer la bourse de Londres, d'autant plus qu'*Arm* y était cotée avant son rachat par *Softbank* en 2016. Un des principaux arguments du gouvernement britannique est le fait qu'en cas de cotation à Londres, *Arm* y serait la plus grande entreprise technologique, et pourrait être évaluée favorablement par les investisseurs britanniques. Hermann Hauser, co-fondateur d'*Arm* particulièrement engagé contre son rachat par *Nvidia* en septembre 2020 (il avait notamment rédigé [une lettre ouverte](#) au Premier ministre), [soutient](#) quant à lui la solution de la double-cotation sur les bourses de Londres et New York, estimant qu'il n'y a pas assez de liquidités sur le seul marché londonien pour les actions d'entreprises technologiques.

## 🌐 Economie numérique et régulation

### 1 [Meta fait appel de la décision de l'autorité de la concurrence britannique exigeant sa revente de Giphy](#)

Le procès en appel de *Meta*, visant à annuler une décision de la *Competition and Markets Authority* (CMA – autorité de la concurrence britannique) exigeant la revente de *Giphy*, a débuté le 25 avril devant le *Competitions Appeals Tribunal* (tribunal d'appel de la concurrence) de Londres. La CMA avait estimé le 30 novembre 2021 que le rachat de l'entreprise de services d'images animées par *Facebook* en mai 2020 comportait de forts risques de diminution de la concurrence sur le marché de la publicité en ligne et des réseaux

sociaux. Les avocats de *Meta* ont fait valoir que le potentiel commercial de la plate-forme publicitaire de *Giphy* n'était pas significatif, s'appuyant sur l'offre nettement inférieure de rachat faite par *Snap*, rival de *Meta*. Le tribunal n'a pas encore rendu sa décision.

## 2 Les exigences de l'*Online Safety Bill* pourraient avoir un coût disproportionné pour les start-ups selon les régulateurs

Dans un [entretien](#) accordé au *Financial Times* le 28 avril, Gill Whitehead, directrice du *Digital Regulation Cooperation Forum* (rassemblant les quatre principaux régulateurs en charge de sujets numériques), a indiqué que l'*Online Safety Bill* pourrait représenter un poids disproportionné pour les jeunes entreprises émergentes. Les coûts de mise en conformité au projet de loi sur la sécurité en ligne (notamment de mise en place de processus de modération de contenu) limiteraient selon eux leur capacité à concurrencer les grandes plate-formes et iraient ainsi à l'encontre d'un objectif de concurrence équitable.

## 3 La loi conférant à la *Digital Markets Unit* ses pleins pouvoirs ne devrait pas figurer dans le *Queen's Speech*

Selon un article du [Financial Times](#) du 3 mai, le projet de loi qui devait octroyer à la *Digital Markets Unit* ses pouvoirs de contrôle ne devrait pas figurer dans le *Queen's Speech* du 10 mai, qui présente les priorités législatives du gouvernement pour l'année à venir. Pour rappel, cette nouvelle entité de l'autorité de la concurrence, dédiée à la régulation des grandes plate-formes numériques « au statut stratégique de marché », a été annoncée en novembre 2020 et officiellement [lancée](#) le 7 avril 2021. Toutefois, la nouvelle unité fonctionne actuellement sous une forme non statuaire « fantôme » (effectuant principalement des travaux de préparation du futur cadre réglementaire) et ne dispose pas encore de ses pouvoirs spécifiques – devant être conférés par une loi - tels que la possibilité d'établir des codes de conduite et d'imposer des amendes allant jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires annuel. Le gouvernement avait annoncé vouloir adopter cette législation « dès que le temps parlementaire le permettra ». Ce report d'*a minima* un an de la mise en œuvre complète de la *DMU* risque de porter atteinte à la crédibilité du R-U en matière de régulation des grandes plate-formes, selon le président de la commission de la chambre des communes chargée du numérique, alors même que l'Union européenne vient d'adopter son cadre de régulation, le *Digital Markets Act* (DSA). Il est à noter que le gouvernement a [publié](#) le 6 mai sa réponse à la consultation sur le statut de la *DMU*, lancée en juillet 2021, permettant de préciser certaines mesures du cadre réglementaire, sans toutefois y préciser le calendrier de mise en œuvre.

# 📡 Télécommunications et réseaux

## 1 Des parlementaires américains exigent du gouvernement britannique l'interdiction du rachat de *Newport Wafer Fab* par le chinois *Nexperia*

Selon un [article](#) du 21 avril du *Times*, neuf membres du Congrès américain ont signé une lettre, adressée au président Biden, demandant une « action urgente » visant à empêcher la vente de *Newport Wafer Fab*, plus grand fabricant britannique de pièces de silicone, (utilisées dans la fabrication de puces électroniques). Pour rappel, *Nexperia*, entreprise de semi-conducteurs basée aux Pays-Bas mais détenue à 100 % par le chinois *Wingtech Technology* (dont 30 % des actions peuvent être rattachées au gouvernement chinois), a [annoncé](#) le 5 juillet 2021 le rachat de l'entreprise. L'opération pourrait être bloquée dans le cadre du mécanisme britannique de filtrage des investissements mis en place par le *National Security and Investment Act*, mais aucune annonce en ce sens n'a pour l'instant été faite par le gouvernement. Pour les parlementaires, cette transaction est un « test critique » de la volonté du Royaume-Uni d'exercer ses pouvoirs en matière de contrôle des technologies critiques. En cas d'autorisation du rachat de *Newport Wafer Fab*, les neuf signataires appellent le président Biden à retirer le Royaume-Uni de la « *white list* » du *US Committee on Foreign Investment* (organisme chargé du filtrage des investissements étrangers dans les entreprises américaines), permettant aux investisseurs des pays y figurant de ne pas être soumis à toutes les exigences en matière de filtrage des investissements.

## 2 Le gouvernement publie des nouvelles lignes directrices en matière de technique *OpenRAN*

Le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* (DCMS) a [annoncé](#) le 29 avril la publication d'un ensemble de [principes](#) encadrant l'utilisation de la technologie *OpenRAN* (technologies de réseau ouvert, permettant de dissocier les fournisseurs de *hardware* et de *software*). Le développement de cette technologie est une des priorités du gouvernement britannique dans le cadre du déploiement du réseau 5G. Ces principes permettront de clarifier les caractéristiques de conception de l'*OpenRAN*, notamment les standards d'interopérabilité et de neutralité technologique.

## 3 Le gouvernement publie un papier blanc sur la refonte des règles de diffusion des chaînes de télévision

Le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* (DCMS) a [publié](#) le 28 avril un livre blanc définissant la « nouvelle vision du gouvernement pour l'audiovisuel public ». C'est la plus grande refonte des règles de diffusion des chaînes de télévision depuis 2003, visant principalement à rééquilibrer les pouvoirs entre chaînes traditionnelles et services de streaming. Le livre blanc prévoit notamment l'obligation pour les télévisions connectées de mettre en avant les applications d'audiovisuel public, tels que *BBC iPlayer*, *ITV Hub* ou *All 4*. Cette obligation visera aussi bien les fournisseurs de plate-formes de télévision payante comme *Sky* que les fabricants de téléviseurs. L'*Ofcom* sera doté de nouveaux pouvoirs, permettant de renforcer les radiodiffuseurs publics dans les négociations commerciales avec les grandes plate-formes, notamment en matière de paiement du contenu. Enfin, Les fournisseurs de services de vidéo-à-la-demande privés, tels que *Netflix*, *Amazon* et *Disney* + devraient être soumis aux mêmes règles que les radiodiffuseurs traditionnels en matière de contenus préjudiciables et d'exigences de fiabilité.

## 🌐 Données et intelligence artificielle

### 1 [Rapport : Data literacy and the UK government, Open Data Institute, Avril 2022](#)

Ce rapport de l'*Open Data Institute (ODI)*, institut de recherche britannique spécialisé sur l'ouverture des données, évalue l'action du gouvernement britannique en matière de « *data literacy* », ou « culture des données », définie comme la « capacité de développer un esprit critique vis-à-vis de l'interprétation des données, et d'examiner l'impact de la collecte, de l'utilisation et du partage des données ». Ses principales conclusions sont :

- Si elle est citée dans plusieurs documents comme une priorité (*National Data Strategy, AI Roadmap*), le gouvernement britannique n'a pas de définition homogène de la *data literacy*. Le gouvernement fait rarement la différence entre le concept de *data literacy* et les autres types de *literacy* (telles que l'*AI literacy*, la *media literacy*, etc.).
- Le nombre important d'organisations en charge de la *data literacy* au R-U pose un risque de fragmentation des travaux à ce sujet.
- La plupart des initiatives en *data literacy* se concentrent sur des compétences techniques avancées, en mettant l'accent sur les avantages économiques de formation de la main d'œuvre. L'*ODI* recommande au gouvernement de développer davantage d'actions en matière de compétences de base, au profit de la population générale.

## 🌐 Cyber-sécurité

### 1 [Le gouvernement lance une consultation sur des exigences renforcées en matière de confidentialité pour les applications mobiles](#)

Le *Department for Digital, Culture, Media & Sport (DCMS)* a lancé le 4 mai une [consultation](#), à destination de l'industrie de la tech et ouverte jusqu'au 29 juin, sur des nouvelles exigences en matière de sécurité et confidentialité pour les entreprises qui gèrent des magasins d'applications et les développeurs d'applications. Le gouvernement souhaite mettre en place un code de bonnes pratiques obligeant les entreprises à mettre en place un processus de signalement des vulnérabilités pour chaque application (sur *smartphones*, consoles, téléviseurs et autres appareils intelligents), afin que les failles puissent être détectées et corrigées plus rapidement. Elles seraient également dans l'obligation de partager davantage d'informations avec les utilisateurs, notamment les raisons pour lesquelles une application doit avoir accès aux contacts et à la localisation des utilisateurs. Ce code serait à destination des développeurs et opérateurs d'applications utilisées par des britanniques, tels qu'*Apple, Google, Amazon, Huawei, Microsoft* ou *Samsung*. La consultation fait suite à la publication d'un [rapport](#) par le *National Cyber Security Centre* révélant l'ampleur du risque financier et pour les données des utilisateurs posé par les applications frauduleuses contenant des logiciels malveillants.

## Ecosystème tech

### 1 Un nouveau fonds de 12 M£ a été créé par le gouvernement pour soutenir les start-ups de la tech

Le *Department for Digital, Culture, Media & Sport* a [annoncé](#) le 11 avril le lancement du [Digital Growth Grant](#), fonds de 12 M£ dédié au renforcement des compétences tech et au soutien de l'écosystème britannique. A l'issue d'une compétition ouverte de juin à août, les lauréats recevront une subvention à partir du 1<sup>er</sup> avril 2023, répartie sur deux ans. Ce financement permettra aux bénéficiaires de fournir des services de soutien au secteur numérique, développer des réseaux de soutien en région, renforcer les offres de formations à l'entrepreneuriat et promouvoir l'écosystème. Parmi les précédents lauréats figure notamment *Tech Nation*, réseau d'entrepreneurs offrant des programmes de d'accélération.

#### Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 11 avril et 6 mai 2022 :

- [Carmoola](#), FinTech (vérification automatisée des capacités d'achat de voiture) : [Seed, 27 M£](#)
- [Outfund](#), FinTech (revenue based financing) : [Série A, 20 M\\$](#)
- [Rooser](#), AgriTech (plate-forme d'achat de produits de la mer) : [Série A, 23 M\\$](#)
- [Gravity Sketch](#), VR (outil de conception 3D) : [Série A, 33 M\\$](#)
- [Argent](#), FinTech (application de finance décentralisée) : [Série B, 40 M\\$](#)
- [IMMO](#), Proptech (analyse d'opportunités d'investissement en immobilier) : [Série B, 75 M\\$](#)
- [OMass Therapeutics](#), MedTech (traitements contre maladies immunologiques) : [Série B, 75,5 M£](#)
- [SEON](#), Cyber (technologie de lutte contre la fraude) : [Série B, 94 M\\$](#)
- [Pollen](#), Entertainment (expériences personnalisées musicales et sportives) : [Série C, 150 M\\$](#)
- [Oyster](#), HR (plate-forme de RH à distance) : [Série C, 150 M\\$](#)
- [Wagestream](#), FinTech (application de bien-être financier) : [Série C, 175 M\\$](#)
- [Stenn](#), FinTech (solutions de financement pour PME) : [Equity Round, 50 M\\$](#)
- [Capital on Tap](#), FinTech (cartes de crédit pour entreprise) : [Funding Round, 200 M\\$](#)
- [Starling Bank](#), FinTech (néo-banque) : [Funding Round, 130,5 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)